

Entre idéalisme et pessimisme: trouver la ligne juste.

Outre ce titre provocateur, ce texte se veut une piste de réflexion quand à la stratégie à adopter pour la non-rentree. Malgré les discussions informelles entre militant-e-s, l'idée de continuer la grève et d'éviter qu'il y ait une rentrée forcée par la loi 12 n'a pas encore soumis aux différentes assemblées générales.

Dans ce contexte, plusieurs considérations sont à prendre en compte et nous souhaitons partager celles qui ont émergé à travers des discussions entre militant-e-s à la SOGÉÉCOM. Nous soulignons d'entrée de jeu que les conséquences de la loi 12 ne sont pas prises en compte dans nos réflexions; nous assumons de facto qu'elle ne sera pas respectée. Nous ne nions pas, par contre, qu'elles feront peut-être partie des débats lors des assemblée générales.

Deux stratégies semblent s'opposer en ce qui concerne la continuation de la grève. Il y a d'abord celle de reconduire coûte que coûte jusqu'à une victoire, vraisemblablement à la suite de la période électorale. La seconde stratégie évoquée serait de suspendre la grève le temps des élections, quitte à faire des journées de grève pour défier la loi 78 pour, par exemple, participer à la manifestation du 22 août.

Penchons nous d'abord sur les critiques et réserves émises sur cette dernière avenue. Abandonner - même temporairement - notre principal moyen de pression pourrait donner l'impression symbolique de baisser les bras et pourrait avoir un effet démobilisateur quant à la lutte active. Un retour en grève à la suite d'un difficile retour en classe pourrait alors s'avérer ardu, d'autant plus que certain-e-s évoqueront la légitimité d'un gouvernement fraîchement élu. Cette stratégie pourrait également donner l'impression d'envisager les urnes comme une solution ou une partie de solution pour obtenir nos revendications, ce qui semble contraire au syndicalisme de combat que nous pratiquons.

L'inconvénient majeur associé à tenter de reconduire la grève immédiatement est qu'il nous paraît aussi difficile de reconduire en période électorale que d'organiser un retour en grève planifié après les élections. Les réticences de certain-e-s militant-e-s pro-grève plus précaires se font déjà sentir par rapport à l'AFE qui ne sera pas versée avant octobre prochain, si la session d'automne n'est pas repoussée encore plus. L'idée même de faire trois semaine de grève dans une période où l'État sera incapable de satisfaire à nos revendications en rebute plusieurs.

Deux stratégies, une même perspective combative

L' "opinion publique" clame que la grève étudiante sert les intérêts électoraux du PLQ et qu'une reconduction nous ferait « tomber dans le panneau ». Bref, on nous suggère un portrait assez sombre d'abandon de la grève à des fins électoralistes. Reconduire la grève servirait ainsi les intérêts électoraux de Jean Charest et sa clique et la suspendre répondrait aux attentes électoralistes de certain-e-s étudiant-e-s. Ce qui importe alors face à cette impasse est de s'en tenir à ce qui caractérise la combativité de la CLASSE: nous devons compter sur nos propres moyens et se servir de notre rapport de force face à l'État.

Il est évident que nous souhaiterions que la grève soit reconduite pendant les élections, mais nous devons surtout travailler à ce qu'elle le soit *après*. Objectivement, il nous faut constater que le gouvernement ne peut plus décider grand chose en période électorale. En étant à deux doigts de forcer une annulation de session pour des dizaines de milliers d'étudiant-e-s à travers le Québec nous avons

construit un immense rapport de force. Nous serions ainsi à même de menacer l'État peu importe le résultat des élections si la hausse des frais de scolarité est maintenue.

Si le Parti québécois était élu et acceptait nos revendications, ce serait le résultat de notre rapport de force et non d'un quelconque lobbyisme crasse propre aux Fédérations étudiantes. De même, une victoire face au Parti libéral serait le résultat des nos pratiques combatives. Il serait alors simplement plus facile de s'approprier cette victoire comme pleinement nôtre.

Vaut-il vraiment la peine de rallonger la grève de trois semaines, de pulvériser les plans de retour en classe et de reporter les versements de l'AFE - au risque d'un essoufflement prématuré - s'il est possible de miser sur une reconduction de grève moins longue et victorieuse après les élections? Évidemment cette dernière affirmation est empreinte d'un certain optimisme concernant notre rapport de force latent. Nous le répétons, les deux stratégies semblent toutes aussi dures à mettre en branle l'une que l'autre, mais celle de la suspension nous paraît plus sûre si nous nous heurtons à un mur et devons opter pour un plan B.

Plus concrètement, voici la proposition qui sera amenée par les militant-e-s de la SOGÉÉCOM lors de son assemblée générale de grève du 13 août :

Que les cours pour le reste de la journée soient levés

Que la SOGÉÉCOM soit en grève le 22 août

Que la SOGÉÉCOM tienne une AG de grève le 31 août et le 5 septembre

Proposition d'amendement qui sera apportée durant l'AG :

biffer le deuxième Que et « le 31 août » et ajouter avant la proposition :

« Que la SOGÉÉCOM reconduise la grève générale illimitée

Qu'une assemblée de reconduction ait lieu tous les mercredi à partir de la semaine prochaine »

Cette façon de procéder à l'avantage de consolider la gauche, rallier le centre et diviser la droite.

En effet, en donnant une chance aux deux grandes options qui divisent présentement le mouvement étudiant, on consolide la gauche. Si les AGs veulent effectivement continuer la grève durant les élections, il ne leur suffira qu'à voter pour l'amendement. Si ce dernier est battu, plutôt que de perdre quorum dans le chaos post-vote propre aux assemblées de plusieurs milliers de personnes, nous aurons toujours la possibilité de se battre pour sauver les meubles et se donner une dernière chance le 31 août, une fois que les universitaires auront - espérons le - recommencé la grève.

Quand à lui, le centre peut soit se laisser porter par l'euphorie de la gauche si la situation porte à croire que la GGI va continuer ou alors se rallier à la principale, qui peut paraître bien raisonnable à première vue.

On divise finalement la droite grâce aux deux propositions connexes. D'un côté, certaines personnes verront dans la principale une victoire: elles pourront recommencer leurs cours! Il ne restera que plus que ceux et celles ayant demandé des injonctions pour venir au micro et tenter de faire réellement tomber la grève.

Nous savons que la responsabilité historique qui incombe au mouvement étudiant sera tout d'abord mise à l'épreuve dans les assemblées générales qui auront lieu la semaine prochaine. C'est pour cette

raison que la SOGÉÉCOM espère alimenter la réflexion et les débats chez les militant-e-s même si notre assemblée aura lieu seulement le 13 août. Le résultat des votes qui viennent auront une influence décisive sur le reste des campus et la défaite n'est pas une option.

Nous espérons que notre analyse, teintée de spéculations, feront mousser les débats qui ont peut-être trop tardé à avoir lieu.

- Le conseil exécutif de la SOGÉÉCOM -